



HAL
open science

Le travail agricole à l'Anthropocène

Aurélien Gabriel Cohen

► **To cite this version:**

Aurélien Gabriel Cohen. Le travail agricole à l'Anthropocène : Dépasser l'exploitation des autres et l'aliénation de soi. Le travail aujourd'hui?, Faculté des Sciences Humaines et Sociales de Tunis; Unité de recherche - Penser la rationalité, Nov 2016, Tunis, Tunisie. hal-04046047

HAL Id: hal-04046047

<https://hal.science/hal-04046047>

Submitted on 25 Mar 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - ShareAlike 4.0 International License

Le travail agricole à l'Anthropocène : dépasser l'exploitation des autres et l'aliénation de soi

Aurélien Gabriel Cohen – Muséum National d'Histoire Naturelle

Introduction

Penser depuis l'Anthropocène

J'ai choisi d'intituler cette communication *Le travail agricole à l'Anthropocène : dépasser l'exploitation des autres et l'aliénation de soi*. Je vais essayer d'y esquisser une analyse de la spécificité du travail agricole dans son rapport quotidien et structurel au vivant et d'envisager les implications de cette relation constitutive du point de vue des formes du travail. Pour autant, il me semble également important de localiser d'abord ce propos depuis la situation écologique et politique qui est la nôtre, et c'est le sens de l'usage du terme d'Anthropocène dans le titre de ma communication.

Il me semble donc nécessaire que nous nous entendions d'abord sur la définition que nous allons donner à cette notion aux implications extrêmement larges, souvent problématique et parfois sous-déterminé dans ses usages. Je n'ai pas le temps de revenir pas sur l'origine géologique et scientifique du concept d'Anthropocène, sur son histoire, sur les controverses autour de son utilisation et je vous renvoie pour tout cela à l'excellent ouvrage de Christophe Bonneuil et Jean-Baptiste Fressoz, *L'évènement Anthropocène*. Aussi, je me contenterai simplement de préciser quel usage j'entends en faire ici et pourquoi c'est à partir de l'Anthropocène qu'il me semble que nous devons penser le travail agricole, y compris du point de vue social et politique.

Par Anthropocène, j'entends ici ce qu'Isabelle Stengers a appelé « l'irruption de Gaïa », c'est-à-dire la résurgence d'entités biotiques et abiotiques dont la Modernité nous avait appris à nier la puissance agentive (agentivité traduit ici l'anglais *agency*) : gaz, glaciers, pesticides, montagnes, plantes invasives, bactéries résistantes aux antibiotiques ou loups traversant les frontières. L'Anthropocène, c'est donc avant tout le constat, auquel nous pousse un corpus de faits chaque jour plus touffu, que le domaine de l'agir ne se limite pas à l'humain, et surtout que cet agir humain ne se déroule pas dans un décor qui lui serait indifférent, un décor pris dans l'autre temporalité de l'histoire naturelle, ce que le géologue Lyell décrivait en 1830 dans ses *Principles of Geology* comme un monde animé et inanimé, fait de lois fixes et constantes, jamais dévié par l'activité humaine. Cette disjonction radicale entre

l'histoire humaine et l'histoire naturelle, c'est ce à quoi nous avons voulu croire quelques siècles durant en essayant, comme dirait Bruno Latour, d'être Modernes. En manifestant avec fracas l'intrication de ces deux histoires, l'Anthropocène balaye conséquemment tous les grands dualismes forgés à partir de l'extraction de l'humanité comme seul sujet agissant dans un monde d'objets indifférents à son action, comme seul acteur d'une histoire humaine autonome de l'histoire de la Terre.

L'Anthropocène et l'agriculture

C'est donc depuis cette nouvelle ère, avec ces nouvelles contraintes et ces nouveaux attachements, qui rendent inopérantes une grande partie de nos catégories, que nous devons penser les problèmes que nous héritons de la modernité et qui se posent aujourd'hui avec une acuité nouvelle. Signe des temps, le problème agricole, qui n'était pas jusque-là un problème philosophique majeur, figure en bonne place dans cet héritage à penser. L'importance du problème agricole pour une philosophie qui se préoccupe d'écologie politique découle d'abord de la place qu'occupe l'agriculture dans notre écologie-monde. Même un examen rapide de la littérature scientifique est susceptible de montrer que l'agriculture industrielle joue un rôle absolument central dans les conséquences de l'agir humain sur le système Terre ; au niveau géologique et stratigraphique d'abord (on sait déjà que le détournement par l'humanité des cycles de l'azote et du phosphore laissera des marques géologiques importantes et que les paléontologues du futur, pour autant que cette profession y aura encore un sens, risquent de se trouver submergés par des roches garnies d'une quantité prodigieuse de fossiles de poulet malingres), mais également au niveau écosystémique et biosphérique, à travers, par exemple, les problèmes de désertification, de déforestation, ou encore les libérations massives de monoxyde d'azote et de méthane dans l'atmosphère.

Pour autant, un autre corpus de faits est aussi caractéristique de l'agriculture contemporaine que la question écologique ; c'est celui qui témoigne de la crise sociale et psychologique profonde dans laquelle se trouve l'agriculture moderne, et qui constitue, en partie au moins, une crise du travail. Pour exemple, en France, c'est-à-dire dans l'un des bastions de l'agro-industrie, un rapport publié au début du mois d'octobre par la Mutualité Sociale Agricole dresse également un bilan terrifiant de l'état social de l'agriculture française : un tiers des agriculteurs touchent moins de 350€ par mois (pour un seuil de pauvreté médian fixé à 840€), et on assiste à une augmentation vertigineuse des suicides et des appels vers des plateformes d'assistance psychologique.

Ce deuxième corpus de faits semble d'abord tout à fait distinct du précédent ; à première vue, rien d'anthropocénique là-dedans, rien que de l'humain, du social, du politique, au sens classique. Pour

autant, et c'est l'une des hypothèses qui est à la base de cette communication, il me semble que c'est justement dans la rencontre entre ces deux constats apparemment hétérogènes, dans la mise en évidence de leur hybridité, que nous pouvons repenser, depuis notre situation dans l'Anthropocène, l'agriculture moderne dans son ensemble, de son impact sur la biosphère à ses conséquences sociales. Ce qu'il s'agit d'opérer, c'est la tentative d'une convergence politique et éthique entre problématique écologique et problématique socio-politique, en faisant l'hypothèse que le problème de l'exploitation du vivant et celui de l'aliénation du travailleur ne sont pas si disjoints qu'il y paraît. C'est donc ce programme que je voudrais commencer à explorer ici, après cette longue introduction : celui des possibles critiques, philosophiques et politiques qu'est susceptible d'ouvrir la formulation conjointe des problèmes de l'aliénation du travail et de l'exploitation du vivant dans l'agriculture contemporaine.

Formes modernes de l'exploitation et de l'aliénation

À quoi ressemble le travail agricole moderne ? Il me semble que l'on peut en dégager deux caractéristiques principales dont nous allons voir qu'elles résonnent avec la façon dont l'agriculture moderne envisage la question du vivant. La première, c'est la déterritorialisation de la production des savoirs théoriques et des savoirs faire, qui trouve son origine dans un cadre épistémologique tout à fait particulier. La seconde, c'est la façon dont l'alliance objective entre sciences agronomiques et industrie a produit, de façon quasi systématique après la Seconde Guerre Mondiale, un environnement de travail industrialisé, fordisé, qui réifie conjointement le travailleur et le vivant avec lequel il travaille.

Les formes du savoir : le paradigme nomologico-prescriptif

Afin d'appréhender dans un premier temps le problème du rapport entre travail et savoirs, je voudrais évoquer ce qui me semble constituer le cadre épistémologique de la modernisation agricole et qui constitue également, de par la manière dont il affecte les modes de production des savoirs, le cadre dans lequel le travail agricole a lui aussi été réformé par la modernité. C'est une analyse que je me contenterai d'évoquer ici mais que je développerai plus longuement dans un article à paraître, centré autour du concept de paradigme nomologico-prescriptif.

J'appelle paradigme nomologico-prescriptif le cadre épistémologique qui se structure progressivement avec l'institutionnalisation des sciences agronomiques depuis le milieu du 19ème siècle jusqu'à aujourd'hui, non sans controverses scientifiques, philosophiques et politiques, mais qui est devenu, en

particulier depuis 1945, le cadre épistémologique dominant de l'agriculture. Ce cadre a deux dimensions.

La première dimension, la dimension nomologique (c'est-à-dire la formulation d'énoncés scientifiques sous la forme de lois générales) commence à se mettre en place avec la captation des sciences agronomiques par les modèles de la chimie dès les années 1840, mise en évidence par les travaux de Nathalie Jas, complétés par ceux de la biologie expérimentale pasteurienne à la fin du 19^{ème} siècle, comme en témoigne les recherches de Christophe Bonneuil et de Maurice Cassier notamment. Le problème de l'usage d'un paradigme nomologique en science du vivant a été explicité par Jean Gayon dans un article de 2004 qui pose la biologie comme une science historique, c'est-à-dire comme une science ne produisant que des généralités accidentelles, des énoncés historiques et situés, et non des énoncés susceptibles d'être vrais en tout temps et en tous lieux, comme c'est le cas des sciences physiques. Il s'agit d'envisager le problème que pose la production de savoirs nomologiques, revendiqués dans le *nomos* de l'agronomie, face à un vivant dont la théorie de l'évolution, l'écologie scientifique, et plus récemment l'épigénétique ou l'éthologie, ont montré qu'il se caractérise intrinsèquement par sa propension à varier. Cela a des conséquences épistémologiques et ontologiques majeures qui avait déjà été admirablement analysées par John Dewey en 1910 dans un court essai intitulé *L'influence du darwinisme sur la philosophie*. Ce que nous dit notamment Dewey dans ce texte c'est que, « dès lors que l'on envisage la variation comme la caractéristique du vivant, toute explication ayant recours à une cause exhaustive, qu'elle soit première ou dernière, s'en trouve immédiatement disqualifiée : l'objet de la connaissance se déporte depuis l'essence éternelle des choses jusque dans les choses mêmes et la façon dont elles se façonnent et sont façonnés *hic et nunc*. » C'est véritablement une « ontologie de la variation », pour reprendre une formule de Baptiste Morizot, qui est proposée ici, conséquemment à la théorie darwinienne. Et c'est une ontologie qui a une portée majeure de réforme des catégories philosophiques modernes, en particulier dans l'appréhension du vivant. Cela implique de considérer que le vivant, dans ses manifestations, est intrinsèquement variable — et que ce n'est pas là un propre de l'humain que de savoir se rendre imprévisible.

La deuxième dimension de ce cadre épistémologique, c'est la mise en place d'une visée prescriptive, à partir de cette dimension nomologique et du point de vue des pratiques elles-mêmes. Cette visée prescriptive apparaît de ce point de vue comme une nécessité épistémologique et pratique. Car la contradiction que nous venons d'évoquer entre régime nomologique et variation de l'objet d'étude n'est pas sans poser problème. Pour une science qui entend réformer des manières de faire, des énoncés produits sous forme de lois se doivent de devenir les lois des pratiques qu'elles informent. C'est d'ailleurs ce qui va caractériser le front de modernisation agronomique : toute résistance à la

prescription scientifique est stigmatisée comme un archaïsme ou un empirisme irrationnel. Or, que devient une science à vocation prescriptive, à tendance nomologique, qui hérite la majorité de ses protocoles de la chimie et de la biologie expérimentale lorsqu'elle doit se confronter aux pratiques qu'elle est sensée informer ? Et bien elle tend à devenir une science qui considère la terre, au sens du terrain d'application de ses prescriptions, comme l'extension du laboratoire dans lequel ses prescriptions se sont formées, c'est-à-dire un système stable, simple, maîtrisé ou du moins maîtrisable, dans lequel on peut contrôler les entrées et les sorties, comme dans un système physico-chimique expérimental.

Venons-en maintenant aux conséquences de ce modèle nomologico-prescriptif du point de vue du travail lui-même. Le fait est que ce modèle va être mis en place après la Seconde Guerre Mondiale grâce à des formes de gouvernance et de diffusion des savoirs radicalement verticales, *top-down*, qui ont été très bien analysées par Christophe Bonneuil. La diffusion de ce modèle s'accompagne d'une mise en récit de la modernisation fondée sur le pouvoir symbolique de la science et sur la disqualification systématique des savoirs empiriques, c'est-à-dire des savoirs produits par les paysans dans l'expérience même de leur travail. Ce type de savoirs, que le philosophe et mécanicien américain Matthew B. Crawford nomme des « savoirs tacites en situation » s'opposent par définition à des savoirs nomologiques et à des formes de prescription qui correspondent à ce que Thomas Nagel appelle des savoirs non-perspectivistes, des savoirs produits depuis « un point de vue de nulle part » ; ce que l'on pourrait appeler pour l'agronomie des savoirs hors-sol.

Les conséquences de ce modèle nomologico-prescriptif sur les modalités quotidiennes du travail agricole ont été très bien cernés par les études socio-anthropologiques de Michèle Salmona dans les années 60-70 et publiées en 1994 dans *Souffrances et résistances des paysans français*. À travers une série d'enquêtes de terrain dans des campagnes alors en pleine modernisation, elle met en évidence le mépris systématique de l'expérience paysanne — disqualifiée au mieux comme un ensemble d'habitudes au pire comme un obscurantisme — et son remplacement par ce qu'elle appelle l'« algorithmisation » des savoirs, et qui renvoie directement à ce que j'appelle un savoir nomologique, c'est-à-dire un savoir dont les modalités d'application situées ne constituent que des manifestations particulières d'un mécanisme général. Salmona montre comment cette diffusion descendante du savoir scientifique nomologique, instituée à travers une gouvernance prescriptive des régimes de savoir, produit des effets de violence symbolique intense et de profonde souffrance psychique chez les travailleurs qui doivent mettre ces savoirs en application. Cette violence passe notamment, à travers la délégitimation systématique des savoirs expérientiels, par un sentiment de perte de la maîtrise de son travail qui prend, on va le voir, des formes particulièrement insidieuses. Car un autre effet corrélatif de

l'approche nomologique, c'est la simplification artificielle des situations, c'est-à-dire la réduction des variations à des dérivations, et l'illusion d'une maîtrise des agrosystèmes. Dès lors, les problèmes auxquels sont confrontés les agriculteurs dans leur travail ne sont plus saisissables comme des manifestations d'une complexité susceptible de variation, ce qui est pourtant la caractéristique du vivant et *a fortiori* des systèmes impliquant du vivant. Le message nomologico-prescriptif diffusé dans les campagnes par les acteurs de la modernisation pourrait être résumé ainsi : « Puisqu'on vous donne la loi et les prescriptions pratiques qui s'y attachent, vous ne devez plus échouer à résoudre des problèmes qui ne sont que des formes particulières dérivant de cette loi ». Et ce que montre Salmona, c'est que cela produit des formes bien particulières de souffrance dans le travail et dans la prise de décision :

[les agriculteurs] sont persuadés que les « problèmes » et « situations problèmes » qu'ils ont à solutionner du point de vue intellectuel, sont simples, comme les conseillers et formateurs le leur disent, par exemple pour faire le diagnostic des chaleurs des vaches, qui n'est pas un problème simple puisqu'il y a de nombreux signes et que ces signes ne sont pas fiables (...). [On retrouve formulée pour un cas précis l'idée de variation intrinsèque du vivant que l'on évoquait tout à l'heure] Quand les agriculteurs se trompent, ils développent un fort sentiment de culpabilité et d'incapacité/incompétence, alors qu'il est facile de se tromper et que ces erreurs ne sont pas signes d'incompétence. Ils ne se donnent plus le droit à l'erreur. Cette culpabilité, au lieu de stimuler le travail intellectuel de résolution de problème, l'alourdit et le rend plus difficile. (Salmona, 1994, p.25)

Ce que décrit Salmona dans ce passage, c'est le nœud du rapport problématique entre le paradigme nomologico-prescriptif des sciences agronomiques et la réalité quotidienne du travail agricole. Ce nœud s'incarne dans la façon dont des savoirs nomologiques, incapables d'administrer la variation qui constitue la trame même de toute relation avec le vivant, et *a fortiori* d'une relation de travail avec du vivant, sont susceptibles d'entraîner des dissonances entre la loi et l'expérience, et comment cette dissonance, associée à la forme autoritaire de la prescription de ces savoirs, est vécue comme une souffrance par le travailleur agricole, comme une remise en cause de ses propres savoirs et de ses capacités à résoudre correctement des problèmes.

On voit bien à travers cette première analyse comment un paradigme scientifique qui nie l'agentivité du vivant et sa puissance de variation, et qui constitue en cela une forme emblématique de ces savoirs modernes que l'Anthropocène nous oblige à repenser, comment ce paradigme est susceptible de produire conjointement des effets d'aliénation sur les travailleurs et des effets de réification du vivant, condition de possibilité de son exploitation systématique.

L'agro-industrie comme nivellement des variations

Du point de vue d'une analyse des situations de travail à travers le prisme des sensibilités, cette façon d'appréhender la relation au vivant n'est évidemment pas sans conséquences. Pour en analyser un exemple, il nous faut examiner rapidement ce qui se passe lorsque le paradigme nomologico-prescriptif rencontre l'industrie, ce qui commence à se dessiner dès le début du 20^{ème} siècle et qui va prendre une forme réellement *agro-industrielle* à partir de 1945. Le but secondaire d'une agronomie dominante, constituée autour du paradigme nomologico-prescriptif, devient donc d'opérer ce que j'appelle une *agroformation* du monde, c'est-à-dire de transformer l'espace agricole de telle façon que les savoirs agronomiques produits en laboratoire ou en conditions contrôlées y perdent leur caractère historique et situé de généralités accidentelles pour y devenir virtuellement les lois de l'agriculture. C'est l'invention du champ, non plus comme une plaine créée par un abattis, mais comme un espace privé de ses puissances de variation, un espace rapproché artificiellement et industriellement par l'usage d'engrais et de pesticides des conditions expérimentales dans lesquelles ont été produites les lois qui prétendent en régir le fonctionnement. Mais ce qui se met en place avec l'alliance objective entre industrie et agronomie, qui se dessine dès la fin de la Première Guerre Mondiale, c'est aussi la possibilité pour l'industrie de mettre en place des *process* de production qui s'appuient sur ce régime de lois et sur la mise en place des conditions optimales de leur application. Et c'est justement ce qui va rendre possible une taylorisation du travail agricole dont nous allons examiner un exemple.

Plusieurs philosophes, notamment Jocelyne Porcher, ont écrits depuis le début des années 90 sur les liens qui peuvent exister entre les formes industrielles de l'exploitation animale — la porcherie ou le poulailler industriels étant à cet égard des formes paroxystiques d'*agroformation* — et la souffrance du travailleur humain intervenant dans ces agrosystèmes. Je vous renvoie à ce propos à l'excellent film de Jean-Louis Le Tacon, *Cochon qui s'en dédit*, réalisé en 1979 lors d'un travail de thèse sous la direction de Jean Rouch, et qui montre atrocement bien ce à quoi peut ressembler une hyper industrialisation de l'élevage pour les animaux comme pour les humains. Philosophiquement, cette critique de l'élevage industriel est principalement fondée sur une forme d'empathie entre le travailleur et l'animal d'élevage, et met en évidence une souffrance au travail qui trouve son origine dans la souffrance de l'animal, et dans la destruction par les dispositifs industriels de toute relation domesticatoire, c'est-à-dire de toute relation de soin susceptible d'équilibrer et de rendre tolérable l'exploitation du vivant que constitue tout élevage. C'est ce que Catherine et Raphaël Larrère ont appelé « le contrat domestique », l'idée que c'est la relation que nous entretenons avec les animaux d'élevage qui justifie l'utilisation économique que nous en faisons. Or, tout l'objet de l'industrialisation de l'élevage, c'est justement de lisser les *process*, de rationaliser les actions du travailleur et de mettre en place des économies d'échelle en augmentant le nombre d'animaux ; autant de points qui rendent impossible la relation

domesticatoire pour ne conserver, en guise de relation, qu'une gestion rationnelle de « cheptel vif », selon le terme employé par l'économie agricole. On voit bien encore une fois comment ce qui pourrait sembler un problème d'ordre strictement politique et social, la souffrance liée à l'industrialisation du travail agricole, apparaît comme un objet hybride, complexe, dans lequel les formes de l'exploitation du vivant se tissent à celles de l'aliénation des hommes.

Pour autant, si l'exemple des liens entre le problème du bien-être animal et la question du travail en élevage est éloquent, il me semble que, pour penser plus finement ces liens entre exploitation industrielle du vivant et souffrance au travail, il faille également prendre en compte d'autres formes de relations et d'attachements, plus complexes à décrire avec nos catégories modernes, mais tout aussi niés par les systèmes *agroformés* : des attachements à un sol, à un paysage, à une flore et à une faune, bref à tout un tissu de relations écologiques qui sont envisagés par l'agro-industrie comme autant de risques de variation, autant d'entraves potentielles au déroulement fluide de ses *process*. Je n'ai pas le temps de développer davantage cette idée, mais il me semble que ce que nous montre déjà cet exemple de l'élevage, c'est que l'erreur fondamentale de la modernisation agricole a été de vouloir nier les attachements dont relève nécessairement une pratique aussi spontanément relatée au vivant que le travail agricole — mais dont relève en réalité toute activité. En postulant qu'on libérerait l'agriculteur en le sortant d'une relation à la labilité et à la variation du vivant envisagée uniquement comme une contrainte, on a négligé des formes complexes d'attachement et de relation au vivant qui constituait jusque-là la trame quotidienne, cognitive et sensible du travail agricole. Pour la survie et l'optimisation de son paradigme épistémologique et de ses *process*, l'agro-industrie a voulu nettoyer ce vivant qui collait aux bottes, niant par là-même ce que Baptiste Morizot et Estelle Zhong Mengual appellent l'*écosensibilité*, c'est-à-dire cet étrange sentiment qui nous fait parfois reconnaître, dans le fait de se sentir tissé aux autres vivants, pris dans une relation saine et réciproque avec eux, une manière de vivre plus intense et plus riche, un lien qui fait exister, un tissu de relations susceptibles d'augmenter nos puissances d'agir et de penser.

Conclusion — Écologiser le travail, renouer les relations, resituer les savoirs

On l'aura compris, l'idée que les problèmes d'aliénation puissent être envisagés, au moins pour ce qui est du travail agricole, indépendamment des problèmes d'exploitation du vivant me paraît éminemment problématique. Cette disjonction postule implicitement que la façon dont nous traitons les non-humains et les systèmes écologiques n'a aucune incidence sur nos manières de travailler et de ressentir les modalités, les cadres et les conséquences de notre travail — autrement dit que le but d'une émancipation du travail ne peut-être que de sortir de toute forme d'attachement, entendu alors comme

déterminisme et non comme relation. À rebours de cette idée, j'ai voulu souligner, en mettant en évidence le caractère résolument hybride des phénomènes agricoles, la nécessité de penser le problème de l'*écologisation* de l'agriculture comme une question elle-même hybride, épistémologique, sociale, politique, nécessitant de recourir à des concepts empruntés aussi bien à l'écologie scientifique et à la philosophie de la biologie qu'à la sociologie latourienne ou à la tradition critique. Cette hybridité du travail agricole implique que, si l'Anthropocène nous oblige à réformer notre manière de faire de l'agriculture du seul fait que les pratiques de l'agro-industrie ont des conséquences écologiques majeures à l'échelle du système Terre, elle peut-être aussi l'occasion d'une critique politique du système agro-industriel et de la manière dont il a façonné le travail en le coupant de toute possibilité de production située de savoir et de relation *écosensible* avec le vivant qui constitue la trame quotidienne de son agir. Pour autant, au-delà du projet critique que nous avons esquissé comme un préalable nécessaire, il nous faut envisager, comme un programme pour la poursuite de ces recherches, la façon dont l'agriculture et le travail agricole peuvent être repensés depuis la temporalité singulière de l'Anthropocène. Dans la continuité des textes que Bruno Latour a consacré à ces questions, cette reconstruction passe probablement par l'invention d'un concept d'émancipation susceptible d'administrer le lien épistémologique et sensible qui existe entre les dispositifs d'exploitation du vivant et ceux qui secrètent des formes aliénées de travail humain. On trouve déjà dans différentes formes d'agroécologie, et en particulier dans la permaculture, des intuitions de cet ordre, susceptibles notamment de resituer les savoirs sans nier les apports des sciences du vivant, pour reconquérir une forme de travail qui relèverait véritablement d'une pensée en action, d'une enquête au sens de Dewey, et plus d'une mise en pratique de lois et de prescriptions. Mais l'agroécologie et la permaculture nous proposent également des pistes pour envisager la dimension *écosensible* du travail agricole et ainsi essayer de penser la possibilité d'une émancipation relationnelle, pour laquelle, comme le propose Baptiste Morizot dans *Les Diplomates*, le bien de la relation elle-même est la condition du bien des termes de la relation. Mais pour conduire à autre chose qu'à des ajustements techniques, cette vaste entreprise de reconstruction implique surtout de prendre au sérieux cet apparent paradoxe écopolitique, cette folie pour tout esprit moderne, qui veut que, depuis un Anthropocène où nous nous découvrons profondément co-constitués, attachés et affectés par nos relations écologiques, ces relations puissent nous libérer tout en nous obligeant.